



CBD



Convention sur la diversité biologique

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1/Add.1/Rev.1
30 juillet 2014

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

CONFÉRENCE DES PARTIES A LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

Septième réunion

Pyeongchang, République de Corée, 29 septembre -3 octobre 2014

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

Ordre du jour provisoire annoté révisé

INTRODUCTION

1. Grâce à l'invitation du gouvernement de la République de Corée, dont s'est réjouie la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique dans sa décision XI/32, la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques aura lieu à Pyeongchang, en République de Corée, du 29 septembre au 3 octobre 2014, concurremment avec la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention.

2. Des consultations entre les délégations et des réunions préparatoires de groupes régionaux pourront avoir lieu le 28 septembre 2014. L'inscription des participants débutera le dimanche 28 septembre 2014 de midi à 18 heures et se poursuivra le lundi 29 septembre 2014 à 8 heures au Centre des congrès Alpensia, à Pyeongchang, en République de Corée.

I. QUESTIONS D'ORGANISATION

POINT 1. OUVERTURE DE LA RÉUNION

3. La réunion sera ouverte le 29 septembre 2014, à 10 heures, par le président de la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, conformément au paragraphe 2 de l'article 21 du règlement intérieur. Des allocutions liminaires pourront être prononcées, entre autres, par des représentants du pays hôte, le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et le Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique.

POINT 2. ORGANISATION DE LA RÉUNION

2.1. Bureau

4. Le Bureau actuel de la Conférence des Parties à la Convention siègera en tant que Bureau de la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole. Conformément au paragraphe 3 de l'article 29 du Protocole, tout membre du Bureau de la Conférence des Parties représentant une Partie à la Convention qui n'est pas encore Partie au Protocole, doit être remplacé par un nouveau membre, élu par les Parties au Protocole et parmi celles-ci.

5. A l'exception de la première réunion, les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole ont été prévues et ont eu lieu juste avant la réunion de la Conférence des Parties à la Convention. Les membres du Bureau sont élus au début de la réunion de la Conférence des Parties. A plusieurs occasions, par le passé, un ou plusieurs membres du Bureau ont été élus parmi des Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole. Ceci a rendu nécessaire l'élection de membres suppléants du Bureau, un pour chaque région au moins, en tant que remplaçants, selon qu'il convient, au cas où la Conférence des Parties élirait à sa douzième réunion des membres du Bureau parmi des Parties à la Convention qui ne sont pas Parties au Protocole. Cette disposition est destinée à assurer la pleine représentation de toutes les régions dans le Bureau.

2.2. Adoption de l'ordre du jour

6. Dans la décision BS-V/16, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole a adopté un plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011–2020 (ci-après le « plan stratégique pour le Protocole de Cartagena ») et son programme de travail pour la période 2012–2016, qui figurent respectivement dans les annexes I et II de cette décision. Conformément au programme de travail et aux articles 8 et 9 du règlement intérieur des réunions des Parties, le Secrétaire exécutif a élaboré un ordre du jour provisoire (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1) pour examen à la septième réunion des Parties. L'ordre du jour provisoire reflète les questions permanentes identifiées dans le programme de travail ainsi que les questions de fond issues de décisions antérieures de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et des questions stipulées dans les objectifs opérationnels du plan stratégique du Protocole.

7. L'ordre du jour provisoire comprend un séance spéciale sur la mise en œuvre dont le but est d'offrir une plateforme pour le partage des expériences, l'identification des obstacles à l'application du Protocole de Cartagena, l'échange de points de vue sur les meilleurs moyens d'intégrer les stratégies de prévention des risques biotechnologiques dans les plans et les programmes de développement nationaux, y compris les stratégies et plans d'action nationaux pour la diversité biologique, et la mobilisation des ressources humaines et financières pour accroître la mise en œuvre effective du plan stratégique du Protocole de Cartagena au niveau national conformément au plan stratégique pour le Protocole, ainsi que l'a demandé instamment la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques aux paragraphes 2 a) et b) de sa décision BS-V/16. Cette séance spéciale sur la mise en œuvre a pour objet de compléter les délibérations de la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et d'y contribuer en mettant l'accent sur la mise en œuvre.

8. Les Parties au Protocole seront invitées à examiner et adopter l'ordre du jour de la réunion sur la base de l'ordre du jour provisoire élaboré par le Secrétaire exécutif.

2.3. Organisation des travaux

9. Les Parties seront invitées à examiner et adopter l'organisation des travaux proposée pour la réunion figurant dans l'annexe I ci-jointe, qui prévoit une plénière et deux groupes de travail. Le Secrétaire exécutif a élaboré cette proposition en consultation avec le Bureau, en vue d'aider les Parties à examiner tous les points inscrits à l'ordre du jour dans le temps imparti. Cette proposition s'appuie sur l'expérience acquise dans le cadre des six dernières réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, au cours desquelles une séance plénière et deux groupes de travail ont été établis.

10. Un service d'interprétation sera assuré pour les deux groupes de travail lors des séances du matin et de l'après-midi.

11. La liste des documents de travail et d'information établis pour la réunion figure dans l'annexe II du présent document.

POINT 3. VÉRIFICATION DES POUVOIRS DES REPRÉSENTANTS À LA SEPTIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

12. Conformément aux articles 18 et 19 du règlement intérieur des réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena, les pouvoirs des représentants à la réunion seront examinés par le Bureau de la réunion, qui fera ensuite rapport en plénière afin qu'une décision appropriée soit prise.

13. Afin d'aider les Parties à satisfaire aux exigences de l'article 18 du règlement intérieur, le Secrétaire exécutif a préparé et distribué aux correspondants nationaux un modèle de pouvoirs appropriés, joint à la lettre d'invitation à la réunion.

14. Les Parties seront invitées à examiner et adopter le rapport sur les pouvoirs des représentants qui leur aura été présenté par le Bureau.

II. RAPPORTS

POINT 4. RAPPORT DU COMITÉ CHARGÉ DU RESPECT DES OBLIGATIONS

15. Le Comité chargé du respect des obligations en vertu du Protocole doit faire rapport et présenter ses recommandations à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena. Le Comité présentera son rapport sur les travaux qu'il a entrepris depuis la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena.

16. Il est donc prévu que les Parties examineront, à leur septième réunion, le rapport et les recommandations du Comité chargé du respect des obligations (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/2) et prendront une décision appropriée.

17. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sera invitée à élire de nouveaux membres du Comité chargé du respect des obligations, afin de remplacer cinq membres (un de chacune des cinq régions) dont le mandat arrive à terme à la fin de 2014.

POINT 5. FONCTIONNEMENT ET ACTIVITÉS DU CENTRE D'ÉCHANGE POUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

18. Le paragraphe 1 de l'article 20 de la Convention crée le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques afin de faciliter l'échange d'informations et de données d'expérience relatives aux organismes vivants modifiés (OVM) et d'aider les Parties à appliquer le Protocole.

19. Le plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques dont l'échange d'informations est l'un des objectifs stratégiques (domaine d'intervention 4) a les trois objectifs opérationnels suivants : i) augmenter la quantité et la qualité de l'information soumise et extraite du centre d'échange (efficacité du centre d'échange); ii) établir le centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques en tant que tribune fonctionnelle et efficace pour aider les pays à appliquer le Protocole (le Centre d'échange en tant qu'outil de discussions et de conférences en ligne); et iii) améliorer les connaissances par le biais d'autres mécanismes d'échange d'information (mise en commun de l'information autrement que par le biais du centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques).

20. Au titre de ce point, le Secrétaire exécutif a élaboré une note (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/3) contenant un rapport d'activité sur les éléments identifiés dans le programme de travail pluriannuel, ainsi qu'une analyse des résultats et des indicateurs pertinents établis dans le plan stratégique pour le Protocole. Un rapport sur les deux réunions intersessions tenues par le Comité consultatif informel du Centre d'échange est aussi diffusé dans un document d'information (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/1).

21. On outre, dans sa décision BS-VI/2, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole a prié le Secrétaire exécutif de recueillir, par l'entremise du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, des correspondants nationaux et des outils en ligne mis à la disposition des Parties par le biais du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, les observations des Parties, des autres gouvernements et des organisations compétentes concernant les capacités actuelles et l'expérience acquise dans l'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques, et la communication et la récupération de données, et de tenir compte de cette expérience lors des futures améliorations apportées au Centre d'échange. En réponse à cette demande, le Secrétaire exécutif a élaboré un bref aperçu qui a été diffusé dans le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques dans les six langues officielles des Nations Unies. Les résultats détaillés de cette enquête sont disponibles dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/12 et sont résumés sur le site <http://bch.cbd.int/managementcentre/register/feedbacksurvey2014.shtml> du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

22. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole sera invitée à prendre note du rapport d'activité et à fournir, s'il y a lieu, des orientations supplémentaires sur le fonctionnement et les activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques.

POINT 6. QUESTIONS RELATIVES OU MÉCANISME DE FINANCEMENT ET AUX RESSOURCES FINANCIÈRES

23. A sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a adopté la décision BS-VI/5 sur les questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières, qui comprend notamment une recommandation adressée à la Conférence des Parties sur les orientations au mécanisme de financement concernant la prévention des risques biotechnologiques. La Conférence des Parties a inclus la recommandation reçue dans ses

orientations au Fonds pour l'environnement mondial (FEM), telles qu'elles figurent au paragraphe 9 et dans l'appendice II de sa décision XI/5.

24. Au titre de ce point, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena examinera l'état d'avancement de l'application des orientations au mécanisme de financement antérieures concernant la prévention des risques biotechnologiques, ainsi que la nécessité d'élaborer des orientations supplémentaires.

25. Afin d'aider les Parties à examiner ce point de l'ordre du jour, le Secrétaire exécutif a élaboré une note contenant un rapport de synthèse sur l'état d'application des orientations précédentes au mécanisme de financement en matière de prévention des risques biotechnologiques, fondé sur les informations fournies par les Parties, le secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et les agences d'exécution du FEM (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/4). Les Parties seront également saisies d'un rapport complet présenté par le secrétariat du Fonds pour l'environnement mondial à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, sur l'état d'avancement de l'application des orientations au mécanisme de financement, y compris les orientations relatives à la prévention des risques biotechnologiques (UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1).

POINT 7. COOPÉRATION AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS, CONVENTIONS ET INITIATIVES

26. Dans la décision BS-VI/6 sur la coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives adoptée à sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a prié le Secrétaire exécutif, dans la limite des fonds disponibles, de a) poursuivre la coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives, en vue de réaliser l'objectif stratégique du domaine d'intervention 5 du Plan stratégique, relatif à la communication et la coopération, et b) poursuivre les efforts prodigués pour obtenir le statut d'observateur au sein des comités de l'Organisation mondiale du commerce ayant rapport avec la prévention des risques biotechnologiques.

27. Au titre de ce point, le Secrétaire exécutif fournira une mise à jour sur les activités de coopération menées entre le Secrétariat et d'autres organisations, conventions et initiatives pertinentes pour l'application du Protocole, y compris l'Initiative 'Douanes vertes', la Convention internationale pour la protection des végétaux, le secrétariat de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus) de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies. Cette mise à jour sera diffusée dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/5. Les Parties seront invitées à prendre note du rapport et à fournir, selon qu'il convient, des orientations supplémentaires en matière de coopération et/ou à incorporer, selon le cas, les initiatives de coopération en cours dans leur examen des points pertinents inscrits à l'ordre du jour.

POINT 8. RAPPORT DU SECRÉTAIRE EXÉCUTIF SUR L'ADMINISTRATION DU PROTOCOLE ET SUR LES QUESTIONS BUDGÉTAIRES

28. Dans la décision BS-VI/7, la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole a adopté un budget-programme pour les coûts spécifiques des services du secrétariat et le programme de travail sur la prévention des risques biotechnologiques pour l'exercice biennal 2013-2014. Au paragraphe 22 de cette décision, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole a prié le Secrétaire exécutif de préparer et de présenter, à sa septième réunion, un budget-programme pour les services du secrétariat ainsi que pour le programme de travail du Protocole et le

Protocole additionnel, y compris un mandat pour toute proposition de nouveau personnel, et accepté de hausser le niveau d'un poste pour la mise en œuvre du Protocole additionnel pour l'exercice biennal 2015-2016, et de fournir trois solutions pour le budget sur la base de a) l'évaluation, par le Secrétaire exécutif, du taux de croissance nécessaire du budget de programme; b) l'augmentation du budget de programme de base (Fonds d'affectation spéciale BG) d'une valeur nominale de 7,5 pour cent par rapport au niveau de 2013-2014; et c) le maintien du budget de programme de base (Fonds d'affectation spéciale BG) au niveau nominal de 2013-2014.

29. Au paragraphe 2 de sa décision XI/10, la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique a prié le Secrétaire exécutif d'élaborer, en consultation avec le Bureau, une proposition sur l'amélioration de l'efficacité des structures et des mécanismes de la Convention et de ses deux protocoles, y compris la périodicité des réunions jusqu'en 2020, l'organisation des travaux intersessions et l'organisation des réunions de la Conférence des Parties et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties aux deux protocoles, pour examen par le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention à sa cinquième réunion. Au paragraphe 3 de la même décision, elle a demandé au Groupe de travail sur l'examen de l'application de la Convention d'examiner la proposition et de formuler une recommandation, aux fins d'examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion.

30. A sa cinquième réunion, qui a eu lieu du 16 au 20 juin 2014 à Montréal, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention a examiné le point inscrit à son ordre du jour sur l'amélioration de l'efficacité des structures et des mécanismes de la Convention et de ses protocoles en s'appuyant sur des propositions élaborées par le Secrétariat. Le Groupe de travail a approuvé la proposition d'intégrer les processus du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques et du Protocole de Nagoya sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation dans la Convention tout en garantissant l'intégrité des deux protocoles et, dans ce contexte, a souligné l'importance d'organiser des réunions parallèles au titre de la Convention et de ses Protocoles d'une manière qui permettrait la participation pleine et effective de toutes les Parties.

31. En outre, le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention a prié le Secrétaire exécutif d'établir un plan pour l'organisation simultanée sur une période de deux semaines des réunions à venir de la Conférence des Parties à la Convention, de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena et de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya, pour examen par la Conférence des Parties à sa douzième réunion, par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena à sa septième réunion et par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya à sa première réunion.

32. Ce plan devrait prendre en compte les aspects juridiques, financiers et logistiques, les avantages et les risques de chaque option, les points spécifiques de l'ordre du jour qui pourraient bénéficier d'un examen conjoint ou en étroite proximité l'un de l'autre, ainsi que les conditions dans lesquelles la participation pleine et effective de représentants de pays en développement Parties pourrait être assurée, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition. Le Groupe de travail a recommandé en outre à la Conférence des Parties de décider, sur la base du plan établi par le Secrétaire exécutif et à la lumière de l'examen de cette question par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena à sa septième réunion, que la treizième réunion de la Conférence des Parties se tiendra sur une période de deux semaines qui comprend également les réunions de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Nagoya et au Protocole de Cartagena.

33. Le plan établi à cet égard pour la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention (UNEP/CBD/COP/12/25) est à la disposition de la présente réunion dans une annexe au document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.2, qui comprend également des éléments d'un projet de décision.

34. Le Groupe de travail spécial à composition non limitée sur l'examen de l'application de la Convention a recommandé également à la Conférence des Parties à la Convention de créer un organe subsidiaire chargé de l'application pour remplacer le Groupe de travail et prié le Secrétaire exécutif de préparer le mandat de l'organe subsidiaire, qui serait d'examiner la mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles, en vue de son examen à la douzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention, à la septième réunion des Parties au Protocole de Cartagena et à la première réunion des Parties au Protocole de Nagoya. Ce mandat devrait prendre en considération le mandat des autres organes subsidiaires de la Convention et proposer une modification de ces mandats, si cela est souhaité. Le mandat est diffusé sous la cote du document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.3.

35. Au paragraphe 25 de la décision XI/31, la Conférence des Parties à la Convention a prié le Secrétaire exécutif d'entreprendre un examen fonctionnel approfondi du Secrétariat, en consultation avec le Directeur exécutif du PNUE, en vue de mettre à jour sa structure et le classement des postes pour refléter l'importance accordée par le Plan stratégique à la mise en œuvre par les Parties, et de présenter un rapport en la matière à la douzième réunion de la Conférence des Parties. Le rapport sur l'examen fonctionnel du Secrétariat figure dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.4.

36. Les Parties seront invitées à examiner les notes élaborées par le Secrétaire exécutif sur l'administration du Protocole (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6) et sur les questions budgétaires (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.1) et à donner des orientations et prendre les mesures nécessaires, selon qu'il conviendra. Les Parties seront saisies en outre de questions soulevées par le Groupe de travail sur l'examen de l'application de la Convention sur l'amélioration de l'efficacité des structures et des mécanismes de la Convention et de ses deux protocoles, y compris les recommandations du Groupe de travail (documents UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.2 et UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.3), ainsi que du rapport sur l'examen fonctionnel du Secrétariat (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.4), et invitées à fournir, selon qu'il convient, des orientations supplémentaires et à prendre toute mesure nécessaire.

III. SÉANCE SPÉCIALE

POINT 9. SÉANCE SPÉCIALE SUR L'APPLICATION DU PROTOCOLE

37. Lors de sa réunion tenue le 6 octobre 2013 à Montréal, le Bureau de la sixième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a approuvé une proposition du Secrétaire exécutif de convoquer une « séance spéciale sur l'application du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques » pendant la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena. Cette séance spéciale a pour objet d'offrir un cadre d'échange de points de vue, d'expériences et d'information sur les difficultés rencontrées dans l'application du Protocole de Cartagena. Cette séance permettra aux Parties de partager leur expérience et leurs points de vue sur les meilleurs moyens d'intégrer la prévention des risques biotechnologiques dans les plans de développement nationaux pertinents et les autres politiques et programmes nationaux, y compris les stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB), et de mobiliser des ressources supplémentaires pour faire progresser l'application du Protocole de Cartagena à l'échelon national conformément au Plan stratégique 2011-2020 pour le Protocole et à la demande faite par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena aux paragraphes 2 a) et b) de la décision BS-V/16.

38. Afin de faciliter les discussions lors de la séance spéciale, le Secrétaire exécutif élaborera, en s'appuyant sur les résultats des discussions en ligne et d'autres sources d'information, un rapport de synthèse sur les expériences, les défis et les enseignements tirés de l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les plans et les programmes nationaux pertinents, ainsi que les stratégies possibles identifiées pour surmonter les obstacles (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/7).

39. Le principal produit escompté de cette séance spéciale est un résumé des coprésidents des bonnes pratiques, et des recommandations sur les moyens d'améliorer l'intégration de la prévention des risques biotechnologiques dans les plans et les programmes de développement nationaux, ainsi que de mobiliser les ressources nécessaires pour faire progresser l'application du Protocole de Cartagena. Les délégations pourraient souhaiter prendre en compte les conclusions pertinentes de la séance spéciale dans leurs délibérations au titre des autres points à l'ordre du jour.

IV. QUESTIONS DE FOND DÉCOULANT DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE DÉCISIONS ANTÉRIEURES DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES BIOTECHNOLOGIQUES

POINT 10. MANIPULATION, TRANSPORT, EMBALLAGE ET IDENTIFICATION DES ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS (ARTICLE 18)

40. Au paragraphe 7 de la décision BS-III/10, les Parties au Protocole de Cartagena ont décidé d'examiner et d'évaluer, à leur cinquième réunion, l'expérience tirée de l'application du paragraphe 4 de la décision BS-III/10, en vue d'étudier la possibilité d'une décision, à sa sixième réunion, pour veiller à ce que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, que couvre le paragraphe 4, stipule clairement que la cargaison contient des organismes vivants modifiés destinés à être utilisés directement pour l'alimentation humaine ou animale, ou à être transformés, et comprend les informations détaillées demandées aux alinéas c) à f) dudit paragraphe. Au paragraphe 6 de la décision BS-V/8 adoptée à leur cinquième réunion, les Parties ont reporté à la présente réunion la décision mentionnée au paragraphe 7 de la décision BS-III/10, compte tenu du caractère limité de l'expérience acquise dans la mise en œuvre des exigences du paragraphe 4 de la décision BS-III/10.

41. Au paragraphe 7 de la décision BS-V/8, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a prié les Parties et invité les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à remettre au Secrétaire exécutif, au moins six mois avant la septième réunion des Parties au protocole, de plus amples informations sur l'expérience acquise dans le cadre de l'application du paragraphe 4 de la décision BS-III/10 et de la décision BS-V/8, y compris toute information sur les obstacles rencontrés et les besoins particuliers en matière de renforcement des capacités pour l'application de ces décisions. Elle a prié également le Secrétaire exécutif de compiler les informations recueillies et de préparer un rapport de synthèse, pour examen à sa septième réunion.

42. Par conséquent, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sera saisie d'une synthèse des informations communiquées par les Parties, les autres gouvernements et les organisations compétentes (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/8), élaborée par le Secrétaire exécutif conformément à la décision mentionnée ci-dessus. Un document d'information contenant une compilation des informations communiquées sera également à la disposition de la réunion (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/2).

43. En outre, les Parties au Protocole de Cartagena ont prié le Secrétaire exécutif, entre autres, d'examiner les lacunes et les incohérences éventuelles relevées dans l'étude menée en application du paragraphe 1 d) de la décision BS-V/9, diffusée sous la cote du document d'information UNEP/CBD/BS/COP-MOP/6/INF/24 et de faire des recommandations, s'il y a lieu, à la septième réunion.

44. La septième réunion des Parties au Protocole sera saisie d'un document sur l'examen des lacunes et des incohérences identifiées dans l'étude mentionnée ci-dessus (UNEP/CBD/COP-MOP/7/8/Add.1), concernant les normes de manipulation, transport, emballage et identification des organismes vivants modifiés dans le contexte du paragraphe 3 de l'article 18.

POINT 11. PROTOCOLE ADDITIONNEL DE NAGOYA – KUALA LUMPUR SUR LA RESPONSABILITÉ ET LA RÉPARATION

45. Selon le programme de travail de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena pour la période 2012–2016, qui figure à l'annexe II de la décision BS-V/16, la septième réunion des Parties au Protocole devrait examiner l'état d'avancement de l'application du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation relatif au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Le Secrétaire exécutif présentera un rapport d'activité sous la cote du document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/9.

POINT 12. ÉVALUATION DES RISQUES ET GESTION DES RISQUES (ARTICLES 15 ET 16)

46. Dans la décision BS-VI/12, les Parties au Protocole de Cartagena ont pris note des conclusions et des recommandations du forum en ligne à composition non limitée et du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation des risques et la gestion des risques, et s'est félicitée des progrès accomplis dans l'adoption des « orientations sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés » (ci-après nommées « les orientations »), étant entendu que i) les orientations ne sont pas prescriptives et n'imposent aucune obligation aux Parties; ii) les orientations seront mises à l'essai aux niveaux national et régional, afin de les améliorer dans des situations concrètes d'évaluation des risques et dans le contexte du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques.

47. Dans cette même décision, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a également prolongé le forum en ligne à composition non limitée et constitué un nouveau groupe spécial d'experts techniques qui demeurera actif jusqu'à la septième réunion des Parties au Protocole. Conformément au mandat joint en annexe à cette décision, le forum en ligne à composition non limitée et le groupe spécial d'experts travailleront ensemble, essentiellement en ligne, afin de développer et produire les résultats suivants :

a) Discussions en ligne dirigées par un modérateur sur le caractère pratique et l'utilité des orientations;

b) Un ensemble d'éléments qui harmonise les orientations sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés (c'est-à-dire la feuille de route) et le manuel de formation intitulé « Évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés », d'une manière cohérente et complémentaire;

c) Une recommandation sur la façon d'aller de l'avant en ce qui concerne l'élaboration d'orientations supplémentaires sur des thèmes spécifiques concernant l'évaluation des risques, choisis en fonction des priorités et des besoins indiqués par les Parties, afin d'avancer dans la réalisation des

objectifs opérationnels 1.3 et 1.4 du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena et leurs résultats escomptés.

48. En outre, dans la décision BS-VI/12, les Parties au Protocole de Cartagena ont prié le Secrétaire exécutif, entre autres, de :

Mise à l'essai des orientations sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés :

- a) Élaborer des outils appropriés pour structurer et cibler la mise à l'essai des orientations;
- b) Recueillir et analyser, d'une manière transparente, les observations faites à l'issue des essais, concernant le caractère pratique et l'utilité des orientations : i) en ce qui concerne leur compatibilité avec les dispositions du Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques; ii) en tenant compte des expériences antérieures et actuelles concernant les organismes vivants modifiés;
- c) Remettre un rapport sur des améliorations éventuelles pouvant être apportées aux orientations, pour examen par la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole, à sa septième réunion;

Renforcement des capacités :

- d) Coopérer avec le forum en ligne à composition non limitée et le groupe spécial d'experts techniques à l'élaboration d'un ensemble d'éléments qui harmonise d'une manière cohérente et complémentaire les orientations sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés (c'est-à-dire la feuille de route) et le manuel de formation sur « l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés », étant entendu que les orientations sont encore à l'essai;

Identification des organismes vivants modifiés ou des caractères spécifiques qui i) peuvent avoir ou ii) n'auront probablement pas des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique :

- e) Créer des parties spécifiques sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques pour la communication et la recherche faciles d'informations sur l'identification des organismes vivants modifiés ou des caractères spécifiques qui i) peuvent avoir ou ii) n'auront probablement pas des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine;

État d'application des dispositions relatives à l'évaluation des risques et à la gestion des risques :

- f) Effectuer une étude en ligne sur l'état d'avancement des objectifs opérationnels 1.3, 1.4 et 2.2 du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena, lorsque des données font défaut et ne peuvent pas être récupérées au moyen des sources d'information existantes dont dispose le Secrétariat, afin d'établir des données de référence pour les indicateurs concernés et de recueillir des données sur ces indicateurs.

49. Dans l'annexe II de la décision BS-V/16, les Parties au Protocole de Cartagena ont décidé d'inclure dans le plan de travail de leur septième réunion l'examen des modalités de coopération et d'orientation pour identifier les OVM ou les caractéristiques particulières qui pourraient avoir un effet nuisible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique en tenant compte des risques pour la santé humaine.

50. Afin de faciliter leur examen de ce point, les Parties seront saisies d'une note du Secrétaire exécutif sur l'évaluation des risques et la gestion des risques (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/10) ainsi que du rapport du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation et la gestion des risques (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/10/Add.1) résumant les activités entreprises dans le domaine de l'évaluation et de la gestion des risques pendant la dernière période intersessions, y compris les éléments d'une voie à suivre éventuelle et d'activités futures, et invitées à les examiner et fournir des orientations supplémentaires.

51. Les Parties au Protocole de Cartagena auront aussi à leur disposition les documents d'informations suivants: i) un résumé des résultats de la mise à l'essai des orientations (UNEP/CBD/COP-MOP/7/INF/3); ii) une synthèse des résultats de l'étude en ligne sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs opérationnels 1.3, 1.4 et 2.2 of du plan stratégique pour le Protocole de Cartagena (UNEP/CBD/COP-MOP/7/INF/4); iii) un rapport du forum en ligne à composition non limitée sur l'évaluation des risques et la gestion des risques (UNEP/CBD/COP-MOP/7/INF/5); et iv) un aperçu général de l'ensemble d'éléments qui harmonise le « manuel de formation sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés » et la « feuille de route sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés » (UNEP/CBD/COP-MOP/7/INF/6).

POINT 13. CONSIDÉRATIONS SOCIOÉCONOMIQUES (ARTICLE 26)

52. Dans la décision BS-VI/13 adoptée à sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a créé un groupe spécial d'experts techniques chargé de rendre conceptuellement claires les considérations socioéconomiques, dans le contexte du paragraphe 1 de l'article 26 du Protocole. Dans la même décision, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a prié le Secrétaire exécutif, afin d'obtenir une vue d'ensemble, de regrouper, faire le bilan et examiner les informations sur les considérations socioéconomiques découlant de l'impact des organismes vivants modifiés sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, d'organiser des groupes de discussion en ligne et des conférences régionales en ligne en temps réel, afin de faciliter et de faire la synthèse des échanges de points de vue, des informations et des expériences concernant les considérations socioéconomiques, et faciliter les travaux du groupe spécial d'experts techniques.

53. Le Secrétaire exécutif a donc organisé des forums en ligne en mars et avril 2013 et quatre conférences régionales en ligne en temps réel en juin 2013. Un consultant a été engagé pour élaborer une vue d'ensemble de l'information sur les considérations socioéconomiques. En application du paragraphe 4 de la décision BS-VI/13, le groupe spécial d'experts techniques sur les considérations socioéconomiques a été convoqué et a examiné les conclusions des forums en ligne et des conférences régionales en ligne en temps réel, ainsi que la compilation et l'examen de la vue d'ensemble de l'information sur les considérations socioéconomiques en vue de développer leur clarté conceptuelle.

54. Le rapport du groupe spécial d'experts techniques sur les considérations économiques sera présenté dans le document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/11/Rev.1 aux fins d'examen par la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena, afin de permettre aux délégués de délibérer et décider des prochaines mesures appropriées à prendre pour atteindre l'objectif opérationnel 1.7 du plan stratégique pour le Protocole de Cartagena.

POINT 14. SUIVI ET ÉTABLISSEMENT DES RAPPORTS (ARTICLE 33)

55. L'article 33 du Protocole stipule que chaque Partie fait rapport à la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques

biotechnologiques sur les mesures qu'elle a prises pour en appliquer les dispositions, à des intervalles réguliers décidés par celle-ci. A cet égard, dans la décision BS-I/9 adoptée à sa première réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a demandé aux Parties de soumettre leurs rapports tous les quatre ans et douze mois avant la réunion des Parties au Protocole de Cartagena qui examinera le rapport. A ce jour, les Parties au Protocole de Cartagena ont été invitées à présenter les trois rapports suivants : a) un rapport national intérimaire à soumettre avant septembre 2005 ; b) un premier rapport national à soumettre avant septembre 2007 ; c) un deuxième rapport national devant être présenté avant septembre 2011.

56. Dans la décision BS-VI/14 adoptée à sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a prié le Secrétaire exécutif :

a) d'évaluer, sur la base des deuxièmes rapports nationaux, les disparités et/ou les insuffisances concernant les informations mises à disposition du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques par les Parties, et d'aider les Parties à fournir les informations actualisées contenues dans leurs rapports au Centre d'échange, sans plus tarder;

b) d'actualiser le modèle de rapport national, compte tenu des enseignements tirés des deuxièmes rapports nationaux, des recommandations du Comité chargé du respect des obligations et du retour d'informations des Parties;

c) de transmettre le modèle révisé à septième réunion des Parties au Protocole pour examen.

57. En outre, au paragraphe 3 de sa décision BS-VI/15, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a prié le Secrétaire exécutif :

a) d'effectuer une étude spécialisée pour recueillir des informations correspondant aux indicateurs du Plan stratégique qui n'ont pas pu être obtenues à partir des deuxièmes rapports nationaux ou d'autres mécanismes existants;

b) d'examiner les informations recueillies dans le cadre de l'étude mentionnée à l'alinéa a) ci-dessus, et de mettre les résultats à la disposition des Parties avant leur septième réunion. Ces résultats sont diffusés sous la cote du document UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/10.

58. Le Secrétaire exécutif a diffusé les résultats de l'étude sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques et a élaboré une note contenant un résumé des principaux résultats de l'étude (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/12) ainsi qu'un modèle révisé pour le troisième rapport national.

59. La Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sera invitée à examiner le format qui sera employé pour rassembler les informations qui seront présentées dans les troisièmes rapports nationaux et à fournir des orientations sur les modalités d'établissement du troisième rapport national. Les informations fournies par les Parties seront également utilisées comme source de données pour l'examen à mi-parcours de la mise en œuvre du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena et la troisième évaluation du Protocole par les Parties à leur huitième réunion.

POINT 15. ÉVALUATION ET EXAMEN DE L'EFFICACITÉ DU PROTOCOLE (ARTICLE 35)

60. Dans la décision BS-VI/15 adoptée à sa sixième réunion, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a souligné la nécessité d'entreprendre des activités pour lui permettre d'entamer les processus du troisième exercice d'évaluation et d'examen de

l'efficacité du Protocole et de l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques pour la période 2011–2020. Elle a prié en outre le Secrétaire exécutif de demander à un consultant de mettre au point une approche méthodologique rationnelle pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole, en mettant essentiellement l'accent sur l'efficacité de ses processus institutionnels, annexes, procédures et mécanismes, de donner aux Parties l'occasion de fournir leurs points de vue sur l'approche méthodologique développée, et de présenter une proposition pour examen à sa septième réunion.

61. Les Parties au Protocole seront saisies, aux fins d'examen, d'une note élaborée par le Secrétaire exécutif contenant l'approche méthodologique rationnelle proposée pour le troisième exercice d'évaluation et d'examen de l'efficacité du Protocole et l'évaluation à mi-parcours du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/13).

**POINT 16. MOUVEMENTS TRANSFRONTIÈRES NON
INTENTIONNELS ET MESURES D'URGENCE (ARTICLE
17)**

62. Au paragraphe 3 de la décision BS-VI/16, les Parties et les autres gouvernements ont été invités à coopérer pour créer des capacités, transférer des technologies et échanger des informations nécessaires à la détection de situations aboutissant à une libération pouvant entraîner le mouvement transfrontière non intentionnel d'un organisme vivant modifié susceptible d'avoir des effets défavorables importants sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, et pour prendre des mesures afin d'y faire face, compte tenu également des risques pour la santé humaine.

63. Au paragraphe 4 de la décision BS-VI/16, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a demandé aux Parties et invité les autres gouvernements et les organisations compétentes à communiquer leurs points de vue sur les difficultés rencontrées et l'expérience acquise dans l'application de l'article 17 du Protocole, et sur le champ d'application et les éléments contenus dans des orientations éventuelles qui pourraient faciliter des mesures d'intervention adéquates prises par les Parties pour faire face aux mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés.

64. Afin de faciliter l'examen de ce point, le Secrétaire exécutif a élaboré, aux fins d'examen et d'orientation, une note qui comprend un résumé des résultats des activités entreprises dans le cadre du Réseau de laboratoires de détection et d'identification des organismes vivants modifiés (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/14), créé en vertu de la décision BS-V/9, pertinents pour la détection et l'identification des organismes vivants modifiés dans le contexte des mouvements transfrontières non intentionnels, ainsi qu'une synthèse des points de vue communiqués sur les difficultés rencontrées et l'expérience acquise dans l'application de l'article 17 du Protocole, et sur le champ d'application et les éléments contenus dans des orientations éventuelles qui pourraient faciliter des mesures d'intervention adéquates prises par les Parties pour faire face aux mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés.

65. Les Parties au Protocole de Cartagena seront également saisies des documents d'information suivants : a) une synthèse des résultats de l'étude sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs opérationnels 1.6, 1.8 et 2.3 du Plan stratégique du Protocole de Cartagena (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/7); b) le rapport de l'atelier du Réseau de laboratoires de détection et d'identification des organismes vivants modifiés, qui a eu lieu à Ispra, en Italie, du 25 au 27 novembre 2013 (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/8); et c) une synthèse des discussions en ligne du Réseau pendant la période intersessions (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/9).

POINT 17. UTILISATION EN MILIEU CONFINÉ D'ORGANISMES VIVANTS MODIFIÉS

66. Au sens du Protocole, l'alinéa b) de l'article 3 dispose que le terme « 'utilisation en milieu confiné' s'entend de toute opération entreprise dans un dispositif, une installation, ou toute autre structure physique faisant intervenir des organismes vivants modifiés qui sont réglementés par des mesures spécifiques qui en limitent effectivement le contact avec le milieu extérieur et l'impact sur ce milieu ».

67. L'article 6 du Protocole dispose que, nonobstant le champ d'application du Protocole et sans préjudice du droit de toute Partie de soumettre un organisme vivant modifié quel qu'il soit à une évaluation des risques avant de prendre une décision concernant son importation et de fixer des normes applicables aux utilisations en milieu confiné dans les limites de sa juridiction, les dispositions du Protocole relatives à la procédure d'accord préalable en connaissance de cause ne s'appliquent pas aux mouvements transfrontières d'organismes vivant modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné qui sont effectués conformément aux normes de la Partie importatrice.

68. L'alinéa b) du paragraphe 2 de l'article 18 exige que la documentation accompagnant les organismes vivants modifiés destinés à être utilisés en milieu confiné indique clairement, entre autres, qu'il s'agit d'organismes vivants modifiés, en spécifiant les règles de sécurité à observer pour la manipulation, l'entreposage, le transport et l'utilisation de ces organismes.

69. Dans son programme de travail pour la période 2012–2016 (annexe II de la décision BS-V/16), la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a décidé d'inclure dans le plan de travail de sa septième réunion un point sur l'utilisation d'organismes vivants modifiés en milieu confiné dans le contexte du paragraphe 2 de l'article 6 du Protocole et de l'objectif opérationnel 1.8 de son Plan stratégique, ceci dans le but d'examiner le développement d'outils et d'orientations visant à faciliter l'application des dispositions du Protocole sur l'utilisation d'OVM en milieu confiné.

70. En outre, au paragraphe 4 de la décision BS-VI/8, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena a invité les Parties, les autres gouvernements et les organisations internationales compétentes à coopérer avec les pays en développement Parties et avec les Parties à économie en transition pour les aider à renforcer leurs capacités d'application des dispositions en matière de détection et d'identification prévues aux paragraphes 2 b) et c) de l'article 18 du Protocole et des décisions connexes, notamment en facilitant le transfert de technologie.

71. Afin de faciliter l'examen de ce point à l'ordre du jour sur de nouvelles démarches concernant le développement d'outils et d'orientations sur cette question, le Secrétaire exécutif a élaboré une note (UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/15) qui comprend un aperçu général de l'application des dispositions relatives à l'utilisation des organismes vivants modifiés en milieu confiné par les Parties au niveau national, ainsi que des éléments à examiner pour décider des nouvelles démarches.

V. QUESTIONS FINALES

POINT 18. AUTRES QUESTIONS

72. Au titre de ce point de l'ordre du jour, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole pourra souhaiter examiner d'autres questions soulevées et acceptées pour examen, conformément au règlement intérieur.

**POINT 19. DATE ET LIEU DE LA HUITIÈME RÉUNION DE LA
CONFÉRENCE DES PARTIES SIÉGEANT EN TANT QUE
RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA
SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES**

73. Conformément au paragraphe 2 de l'article 4 du règlement intérieur, la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole arrêtera la date et le lieu de sa prochaine réunion ordinaire.

POINT 20. ADOPTION DU RAPPORT

74. Les Parties examineront et adopteront le rapport de réunion sur la base du projet de rapport présenté par le rapporteur. Conformément à la pratique établie, les Parties seront invitées à autoriser le rapporteur à achever le rapport final après la réunion, sous la direction du président de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole et avec le concours du Secrétariat.

POINT 21. CLÔTURE DE LA RÉUNION

75. Il est prévu que la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole sera close par son président dans l'après-midi du vendredi 3 octobre 2014.

Annexe I

**ORGANISATION DES TRAVAUX PROPOSÉE POUR LA SEPTIÈME RÉUNION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES
SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES**

	<i>Plénière</i>	<i>Groupe de travail I</i>	<i>Groupe de travail II</i>
<i>Lundi 29 septembre 2014</i> 10 h à 11 h	<i>Point à l'ordre du jour :</i> 1. Ouverture de la réunion		
11 h à 13 h	<i>Points à l'ordre du jour :</i> 2. Questions d'organisation : 2.1. Bureau 2.2. Adoption de l'ordre du jour 2.3. Organisation des travaux 3. Vérification des pouvoirs des représentants à la septième réunion de la Conférence des Parties siégeant en tant que réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques 4. Rapport du Comité chargé du respect des obligations 6. Questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières 7. Coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives 8. Rapport du Secrétaire exécutif sur l'administration du Protocole et sur les		

	<i>Plénière</i>	<i>Groupe de travail I</i>	<i>Groupe de travail II</i>
	questions budgétaires.		
15 h à 18 h	<i>Points à l'ordre du jour :</i> Séance spéciale sur l'application du Protocole		
<i>Mardi 30 septembre 2014</i> 10 h à 11 h		<i>Points à l'ordre du jour :</i> 4. Rapport du Comité chargé du respect des obligations 6. Questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources 11. Le Protocole additionnel de Nagoya – Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation 13. Considérations socioéconomiques (article 26) 14. Suivi et établissement des rapports (article 33) 15. Troisième évaluation et examen de l'efficacité du Protocole (article 35)	<i>Points à l'ordre du jour :</i> 5. Fonctionnement et activités du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques 10. Manipulation, transport, emballage et identification des organismes vivants modifiés (article 18) 12. Évaluation des risques et gestion des risques (articles 15 et 16) 16. Mouvements transfrontières non intentionnels et mesures d'urgence (article 17) 17. Utilisation en milieu confiné d'organismes vivants modifiés
15 h à 18 h		<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 4, 6, 11, 13, 14 et 15	<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 5, 10, 12, 16, et 17

	<i>Plénière</i>	<i>Groupe de travail I</i>	<i>Groupe de travail II</i>
<i>Mercredi</i> <i>1^{er} octobre 2014</i> 10 h à 11 h	Examen en plénière de l'état d'avancement des travaux des groupes de travail		
11 h à 13 h	<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 7 et 8		
15 h à 18 h		<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 4, 6, 11, 13, 14 et 15	<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 5, 10, 12, 16, et 17
<i>Jeudi</i> <i>2 octobre 2014</i> 10 h à 13 h		<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 4, 6, 11, 13, 14 et 15	<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 5, 10, 12, 16, et 17
15 h à 18 h		<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 4, 6, 11, 13, 14 et 15	<i>Points à l'ordre du jour :</i> Suite de l'examen des points 5, 10, 12, 16, et 17
<i>Vendredi</i> <i>3 octobre 2014</i> 10 h à 13 h <i>et</i> 15 h à 18 h	<i>Points à l'ordre du jour :</i> 18. Autres questions. 19. Date et lieu de la huitième réunion des Parties au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. 20. Adoption du rapport. 21. Clôture de la réunion.		

Annexe II

**LISTE PROVISOIRE DES DOCUMENTS DESTINÉS À LA SEPTIÈME RÉUNION
DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ
BIOLOGIQUE SIÉGEANT EN TANT QUE RÉUNION DES PARTIES AU
PROTOCOLE DE CARTAGENA SUR LA PRÉVENTION DES RISQUES
BIOTECHNOLOGIQUES**

A. Documents de travail

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1	Ordre du jour provisoire
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/1/Add.1	Ordre du jour provisoire annoté
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/2	Rapport du Comité chargé du respect des obligations
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/3	Fonctionnement et activités du Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/4	Questions relatives au mécanisme de financement et aux ressources financières
UNEP/CBD/COP/12/14/Add.1	Rapport du Fonds pour l'environnement mondial
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/5	Coopération avec d'autres organisations, conventions et initiatives
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6	Rapport du Secrétaire exécutif sur l'administration du Protocole
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.1	Rapport du Secrétaire exécutif sur les questions budgétaires
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.2	Améliorer l'efficacité des structures et des mécanismes de la Convention et de ses protocoles
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.3	Améliorer l'efficacité des structures et des mécanismes de la Convention et de ses protocoles : mandat d'un organe subsidiaire chargé de l'application
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/6/Add.4	Rapport sur l'examen fonctionnel du Secrétariat
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/7	Séance spéciale sur l'application du Protocole
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/8	Manipulation, transport, emballage et identification des organismes vivants modifiés (article 18)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/8/Add.1	Examen des lacunes et des incohérences éventuelles concernant les normes de manipulation, transport, emballage et identification des organismes vivants modifiés (article 18)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/9	Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/10	Évaluation des risques et gestion des risques (articles 15 et 16)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/10/Add.1	Rapport du forum d'experts en ligne à composition non limitée sur l'évaluation et la gestion des risques

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/10/Add.2	Rapport du groupe spécial d'experts techniques sur l'évaluation et la gestion des risques
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/11	Considérations socioéconomiques (article 26)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/12	Suivi et établissement des rapports (article 33)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/13	Évaluation et examen de l'efficacité du Protocole (Article 35)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/14	Mouvements transfrontières non intentionnels et mesures d'urgence (article 17)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/15	Utilisation en milieu confiné d'organismes vivants modifiés

B. Documents d'information

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/1	Rapport des réunions intersessions du Comité consultatif informel sur le Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/2	Compilation des informations reçues sur l'expérience acquise dans le cadre de l'application du paragraphe 4 de la décision BS-III/10 et de la décision BS-V/8
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/3	Analyse des résultats de la mise à l'essai des « orientations sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés »
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/4	Compilation des suggestions d'amélioration des « orientations sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés ».
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/5	Aperçu général des résultats de l'étude sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs opérationnels 1.3, 1.4 et 2.2 du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/6	Manuel de formation révisé sur l'évaluation des risques associés aux organismes vivants modifiés
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/7	Synthèse des résultats de l'étude sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des objectifs opérationnels 1.6, 1.8 et 2.3 du Plan stratégique pour le Protocole de Cartagena
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/8	Rapport de l'atelier du Réseau de laboratoires de détection et d'identification des organismes vivants modifiés
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/9	Résumé des activités entreprises dans le cadre du Réseau de laboratoires de détection et d'identification des organismes vivants

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
	modifiés (2012-2014)
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/10	Résultats de l'étude menée afin de recueillir des informations correspondant aux indicateurs dans le Plan stratégique
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/11	Compilation des communications sur les difficultés rencontrées et les expériences liées aux mouvements transfrontières non intentionnels d'organismes vivants modifiés
UNEP/CBD/BS/COP-MOP/7/INF/12	Rapport sur les résultats du « recueil d'informations en retour sur les capacités actuelles et les expériences de l'utilisation du Centre d'échange pour la prévention des risques biotechnologiques
